

16 décembre 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DÉCLARATION CONJOINTE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET DU PREMIER MINISTRE PORTUGAIS.

Bonjour Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Premier ministre, cher Antonio,

Je suis ravi de vous accueillir à Paris, quelques jours après le Conseil européen qui nous a tenu occupés jour et nuit, mais qui a permis de faire véritablement des avancées substantielles, aussi bien sur les sujets budgétaires et l'État de droit, que du climat et évidemment aussi de notre voisinage.

Dans quelques jours, vous aurez à prendre la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Et cette présidence intervient à un moment extrêmement important de la réponse européenne à la crise, pour bâtir une Europe plus sociale, plus verte et plus souveraine.

Une Europe plus sociale tout d'abord, grâce à votre décision d'organiser un sommet social à Porto au mois de mai. Je retrouve là vos convictions profondes et celles sur lesquelles nous avons souvent échangé. Je serais très heureux d'être évidemment à vos côtés à cette occasion et de renforcer le pilier social de l'Union européenne. Nous défendons l'un comme l'autre une ambition sociale pour l'Europe, un salaire minimum européen et une volonté d'aller vers plus de convergence en la matière. Et nos deux pays ont en effet à cœur de faire progresser cet agenda. La proposition de directive sur les salaires minimaux dans l'Union européenne, afin de garantir leur convergence vers le haut est, comme je le disais, un des points clés.

Ensuite, une Europe plus verte parce que si nous avons acté l'objectif de baisser de 55 % les émissions de gaz à effet de serre la semaine dernière à horizon 2030, il nous faut maintenant rentrer dans le concret. Nous aurons sans doute au mois de mai une discussion importante qui permettra de rentrer dans le détail sur la base des expertises de la Commission et au mois de juin, une proposition de la stratégie de celle-ci. Et c'est la clé pour avoir une transition qui soit à la fois juste et efficace en la matière, notamment avec la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Et votre présidence aura également pour tâche de faire progresser la souveraineté numérique européenne. La Commission a présenté hier deux propositions importantes afin, d'une part, de renforcer la lutte contre les contenus illicites et haineux et, d'autre part, de mieux réguler les grandes plateformes d'Internet. Nous devons là-dessus aussi, en la matière, poursuivre le travail.

L'Europe doit par ailleurs continuer à protéger les libertés offertes par la libre circulation, tenir la promesse de sécurité que cela implique et nous aurons à coup sûr, durant le semestre, des discussions importantes sur l'agenda migratoire, la refonte de Schengen et là aussi, le travail qui doit se poursuivre sur la base des propositions de la Commission. De même, le sommet de la zone euro que nous avons eu vendredi l'a montré, nous aurons apporté des réponses en matière d'approfondissement de l'union bancaire, de l'union des marchés de capitaux et, au fond, d'une souveraineté industrielle, économique et monétaire à laquelle nous croyons l'un et l'autre.

Tout cela intervient dans le contexte encore incertain des négociations sur le Brexit. J'ai eu l'occasion de voir Madame la présidente de la Commission dimanche soir. Nous en parlerons dans quelques instants, mais je crois pouvoir dire que nous sommes attachés l'un et l'autre évidemment à ce que les relations avec notre voisinage soient les meilleures possibles et que les intérêts, et dans la durée, la force du marché unique européen soient préservés. Nous savons que nos négociateurs sont à la charge.

Voilà, cher Antonio, j'étais ravi, en tout cas, de pouvoir dire ces quelques mots, mais surtout de vous accueillir, de t'accueillir aujourd'hui et de pouvoir continuer les échanges amicaux et fructueux que nous avons ensemble depuis plusieurs années. Merci à toi.